

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Budget 2026 de l'Éducation nationale : le plafond prévisionnel de dépenses prévoit une hausse de 0,3 %

Antonin Gouze

3-4 minutes

Le plafond de crédits budgétaires prévisionnels des dépenses de la mission Enseignement scolaire pour 2026 atteint 64,5 Md€, contre un budget de 64,3 Md€ dans la loi de finances initiale 2025, soit une augmentation de 200 M€ (+0,3 %), selon les documents budgétaires transmis par le ministère de l'Économie et des Finances à la commission des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat mardi 15 juillet 2025, et dont AEF info a eu copie. Entre 2024 et 2025, la hausse des crédits budgétaires de la mission avait été de 900 M€ (+1,4 %).



Les objectifs budgétaires fixés par Bercy sont "un déficit de 4,6 % en 2026", contre un déficit 2025 attendu à 5,4 % du PIB. Shutterstock - Romain P19

La transmission de ces plafonds de crédits budgétaires prévisionnels de dépenses intervient alors que le Premier ministre François Bayrou a dévoilé, le 15 juillet 2025, les grandes orientations pour le budget 2026, qui prévoit 44 Md€ d'économies, afin de réduire du déficit public ([lire sur AEF info](#)).

Dans les documents transmis aux deux assemblées, Bercy souligne la nécessité d'un effort budgétaire "d'environ 44 Md€" afin de "restaurer des marges de manœuvre budgétaires pour financer ce qui compte vraiment pour les Français". Les objectifs fixés sont "un déficit inférieur à 3 % en 2029 et de 4,6 % l'année prochaine", alors que le déficit 2025 est attendu à 5,4 %.

Ces économies passeront notamment par "un pilotage resserré de la masse salariale de l'État", ce qui implique qu'en 2026, "les budgets des ministères excluent toute nouvelle mesure catégorielle" et que "la mise en œuvre de mesures salariales prévues sera reportée d'un an", indique Bercy.

3 000 postes de fonctionnaires supprimés, hors réforme de la formation des enseignants

Comme annoncé par François Bayrou, les effectifs de la fonction publique de l'État fixe "un objectif global de suppression de 3 000 emplois, en parallèle d'une réforme de la formation initiale des enseignants", c'est-à-dire hors postes d'élèves-professeurs liés à la réforme de la formation des enseignants ([lire sur AEF info](#)). Ces suppressions d'emplois "dans certains ministères et opérateurs" doivent permettre de "redéployer les emplois vers certaines missions prioritaires de l'État" comme "la défense, la sécurité des Français et la justice".

Le 13 juillet, Élisabeth Borne indiquait sur *Radio J* être "consciente que tout le monde doit être exigeant sur la maîtrise de ces dépenses", mais soulignait "partager avec le Premier ministre le fait que l'éducation de notre jeunesse et l'ESR sont des priorités et un investissement dans l'avenir". Elle affichait sa volonté de "continuer à créer des postes d'AESH" et "renforcer le nombre d'infirmiers et d'infirmières scolaires, de PsyEN et d'assistants des services sociaux" ([lire sur AEF info](#)).